

ROYAUME DE BELGIQUE

-----

AVIS 45.352/4  
DU 19 NOVEMBRE 2008

DE LA SECTION DE LÉGISLATION  
DU CONSEIL D'ÉTAT

-----

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au Premier Ministre, le 20 octobre 2008, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles, leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité", a donné l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

### Préambule

1. Il n'y a pas lieu de viser, au titre de fondement légal du projet, la directive 96/53/CE du Conseil du 25 juillet 1996, fixant, pour certains véhicules routiers circulant dans la Communauté, les dimensions maximales autorisées en trafic national et international et les poids maximaux autorisés en trafic international.

L'alinéa 1<sup>er</sup> du préambule sera par conséquent omis <sup>(1)</sup>.

2. L'alinéa 6 doit être rédigé comme suit :

"Vu l'avis 45.352/4 du Conseil d'État, donné le 19 novembre 2008, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1/, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;" <sup>(2)</sup>.

---

<sup>(1)</sup> Voir *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, 2008, recommandation n/ 24 [www.raadvst-consetat.be/?page=technique\\_legislative&lang=fr](http://www.raadvst-consetat.be/?page=technique_legislative&lang=fr) (19/11/2008).

<sup>(2)</sup> Voir *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, 2008, recommandation n/ 36.1 et formule F 3-5-2 [www.raadvst-consetat.be/?page=technique\\_legislative&lang=fr](http://www.raadvst-consetat.be/?page=technique_legislative&lang=fr) (19/11/2008).

### Dispositif

#### Article 1<sup>er</sup>

1. L'auteur du projet vérifiera l'exactitude des modifications subies par l'article 32*bis* de l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles, leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité, et encore en vigueur.

Les corrections suivantes doivent notamment être opérées :

- préciser que l'article 32*bis* précité, a été inséré par l'arrêté royal du 16 novembre 1984 (et a ensuite été modifié);
- omettre de l'énumération des arrêtés modificatifs, les arrêtés royaux des 17 janvier 1989 et 21 octobre 2002;
- ajouter dans cette énumération les arrêtés royaux des 22 mai 1989 et 23 septembre 1991.

2. L'alinéa que l'article 1<sup>er</sup>, B, du projet, vise à ajouter au point 3.1.3.4 de l'article 32*bis*, précité, reprend, dans sa première phrase, le contenu de l'actuel article 32*bis*, 3.1.3.4, alinéa 2.

La section de législation du Conseil d'État se demande dès lors si l'intention de l'auteur du projet est bien d'ajouter un alinéa supplémentaire au point 3.1.3.4, précité, ou si celle-ci n'est pas, au contraire, de remplacer l'actuel point 3.1.3.4, alinéa 2, par le texte inséré par l'article 1<sup>er</sup>, B, du projet.

3. Tel qu'il est rédigé, l'article 1<sup>er</sup>, B, du projet, ne vise pas à "ajouter" un mais deux alinéas à l'article 32*bis*, 3.1.3.4; la même observation valant pour l'article 1<sup>er</sup>, C, du projet.

.../...

Il est dès lors permis de se demander si :

- l'alinéa 2 ajouté par l'article 1<sup>er</sup>, B, du projet, s'applique au seul alinéa 1<sup>er</sup> ajouté par cette même disposition, ou bien s'il concerne tout le point 3.1.3.4.
- l'alinéa 2 ajouté par l'article 1<sup>er</sup>, C, du projet, s'applique au seul alinéa 1<sup>er</sup> ajouté par cette même disposition, ou bien s'il concerne tout le point 3.1.3.4.

Si chacun de ces deux alinéas ne concerne que le seul alinéa qui le précède directement, il conviendrait soit de fusionner ces deux alinéas pour en faire un texte continu, soit de restructurer le point 3.1.3.4 pour faire clairement ressortir les différentes hypothèses que l'auteur du projet entend viser.

Dans le cas contraire, il conviendrait également de clarifier le champ d'application des "deux alinéas 2" prévus à l'article 1<sup>er</sup>, B et C, du projet.

Quelle que soit la solution retenue, il convient de procéder au remplacement complet du point 3.1.3.4, pour éviter toute erreur lors de la consolidation du texte.

4. Par ailleurs, au lieu de définir de manière exemplative, et donc incomplète, certains moyens de transports accessibles <sup>(3)</sup> dans un "terminal intermodal", il est préférable de se limiter à cette seule notion au demeurant suffisamment connue dans le secteur des transports à moins que l'auteur du texte en projet ne veuille en donner une définition exhaustive, ce qui ne paraît pas nécessaire.

## Article 2

Il résulte de l'article 2 du projet que l'arrêté entrera immédiatement en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge.

---

<sup>(3)</sup> Cette notion comprend-elle les gares routières ?

À moins d'une raison spécifique justifiant une dérogation au délai usuel d'entrée en vigueur, fixé par l'article 6, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi du 31 mai 1961 relative à l'emploi des langues en matière législative, à la présentation, à la publication et à l'entrée en vigueur des textes légaux et réglementaires, il faut renoncer, en principe, à l'entrée en vigueur immédiate afin d'accorder à chacun un délai raisonnable pour prendre connaissance des nouvelles règles.

### Article 3

L'exécution de l'arrêté en projet devant perdurer au delà de l'actuelle répartition des compétences ministérielles au sein du Gouvernement fédéral, il y a lieu de la confier au ministre ayant le transport terrestre dans ses attributions.

L'article 3 du projet sera revu en ce sens <sup>(4)</sup>.

-----

---

<sup>(4)</sup> Voir *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, 2008, recommandation n/ 167 et formule F 4-7-1 [www.raadvst-consetat.be/?page=technique législative&lang=fr](http://www.raadvst-consetat.be/?page=technique_legislative&lang=fr) (19/11/2008).

La chambre était composée de

|           |              |                       |
|-----------|--------------|-----------------------|
| Messieurs | Ph. HANSE,   | président de chambre, |
|           | P. LIÉNARDY, | conseillers d'État,   |
|           | J. JAUMOTTE, |                       |
| Madame    | C. GIGOT,    | greffier.             |

Le rapport a été présenté par M. Y. CHAUFFOUREAUX, auditeur.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

C. GIGOT

Ph. HANSE

KONINKRIJK BELGIË  
-----

ADVIES 45.352/4  
VAN 19 NOVEMBER 2008

VAN DE AFDELING WETGEVING  
VAN DE RAAD VAN STATE  
-----

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 20 oktober 2008 door de Staatssecretaris voor Mobiliteit, toegevoegd aan de Eerste Minister verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 15 maart 1968 houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de auto's, hun aanhangwagens, hun onderdelen en hun veiligheidstoebehoren moeten voldoen", heeft het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

#### Aanhef

1. Er is geen aanleiding om bij wijze van rechtsgrond van het ontwerp te verwijzen naar richtlijn 96/53/EG van de Raad van 25 juli 1996 houdende vaststelling, voor bepaalde aan het verkeer binnen de Gemeenschap deelnemende wegvoertuigen, van de in het nationale en het internationale verkeer maximaal toegestane afmetingen, en van de in het internationale verkeer maximaal toegestane gewichten.

Het eerste lid van de aanhef moet bijgevolg vervallen <sup>(1)</sup>.

2. Het zesde lid moet als volgt worden geredigeerd :

"Gelet op advies 45.352/4 van de Raad van State, gegeven op 19 november 2008, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1/, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;" <sup>(2)</sup>.

---

<sup>(1)</sup> Zie Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten, 2008, aanbeveling nr. 24, [www.raadvst-consetat.be/?page=technique\\_legislative&lang=nl](http://www.raadvst-consetat.be/?page=technique_legislative&lang=nl) (19/11/2008).

<sup>(2)</sup> Zie Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten, 2008, aanbeveling nr. 36.1 en formule F 3 - 5 - 2, [www.raadvst-consetat.be/?page=technique\\_legislative&lang=nl](http://www.raadvst-consetat.be/?page=technique_legislative&lang=nl) (19/11/2008).

### Dispositief

#### Artikel 1

1. De steller van het ontwerp dient na te gaan of de wijzigingen aangebracht in artikel 32*bis* van het koninklijk besluit van 15 maart 1968 houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de auto's, hun aanhangwagens, hun onderdelen en hun veiligheidstoebehoren moeten voldoen, correct zijn en nog steeds van kracht zijn.

De volgende correcties moeten inzonderheid worden aangebracht :

- preciseren dat het voornoemde artikel 32*bis* ingevoegd is bij het koninklijk besluit van 16 november 1984 (en vervolgens gewijzigd is);
- in de opsomming van de wijzigingsbesluiten de koninklijke besluiten van 17 januari 1989 en 21 oktober 2002 schrappen;
- in die opsomming de koninklijke besluiten van 22 mei 1989 en 23 september 1991 toevoegen.

2. Artikel 1, B, van het ontwerp beoogt punt 3.1.3.4 van het voornoemde artikel 32*bis* aan te vullen met een lid toe te voegen waarvan de eerste zin het bepaalde in het huidige artikel 32*bis* , 3.1.3.4, tweede lid, overneemt.

De afdeling wetgeving van de Raad van State vraagt zich bijgevolg af of de steller van het ontwerp wel degelijk de bedoeling heeft het voornoemde punt 3.1.3.4 aan te vullen met een lid, dan wel daarentegen het huidige punt 3.1.3.4, tweede lid, te vervangen door de tekst ingevoegd bij artikel 1, B, van het ontwerp.

3. Artikel 1, B, van het ontwerp beoogt in zijn huidige lezing niet één, maar twee leden "toe te voegen" in artikel 32*bis* , 3.1.3.4; dezelfde opmerking geldt voor artikel 1, C, van het ontwerp.

Derhalve rijst de vraag :

- of het bij artikel 1, B, van het ontwerp toegevoegde tweede lid alleen toepasselijk is op het bij diezelfde bepaling toegevoegde eerste lid, dan wel of het betrekking heeft op punt 3.1.3.4 in zijn geheel;
- of het bij artikel 1, C, van het ontwerp toegevoegde tweede lid alleen toepasselijk is op het bij diezelfde bepaling toegevoegde eerste lid, dan wel of het betrekking heeft op punt 3.1.3.4 in zijn geheel.

Indien elk van beide leden alleen het lid betreft dat er onmiddellijk aan voorafgaat, moeten die twee leden worden samengevoegd zodat een doorlopende tekst wordt verkregen, ofwel moet punt 3.1.3.4 worden herwerkt, zodat de verschillende gevallen waarin de steller van het ontwerp beoogt te voorzien, duidelijk tot uiting komen.

Indien zulks niet het geval is, moet ook de werkingssfeer van de beide als "tweede lid" aangegeven bepalingen in artikel 1, B en C, van het ontwerp worden verduidelijkt.

Ongeacht de oplossing waarvoor wordt gekozen, moet punt 3.1.3.4 in zijn geheel worden vervangen teneinde iedere vergissing te voorkomen bij het consolideren van de tekst.

4. Voorts is het verkieslijk om, in plaats van een aantal vervoersmiddelen<sup>(3)</sup> die toegang hebben tot een "intermodale terminal" te vermelden bij wijze van voorbeeld, en dus op een onvolledige manier, zich te beperken tot dit enkele begrip, dat trouwens voldoende bekend is in de vervoersector, tenzij de steller van het ontwerp een exhaustieve definitie ervan wil geven, wat onnodig lijkt.

---

<sup>(3)</sup> Zijn daaronder ook de busstations begrepen?

### Artikel 2

Uit artikel 2 van het ontwerp volgt dat het besluit onmiddellijk in werking treedt de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt.

Tenzij er een specifieke reden bestaat om af te wijken van de gangbare termijn van inwerkingtreding bepaald door artikel 6, eerste lid, van de wet van 31 mei 1961 betreffende het gebruik der talen in wetgevingszaken, het opmaken, bekendmaken en inwerkingtreden van wetten en verordeningen, dient in beginsel te worden afgezien van de onmiddellijke inwerkingtreding teneinde elkeen een redelijke termijn te geven om kennis te nemen van de nieuwe regels.

### Artikel 3

De tenuitvoerlegging van het ontwerpbesluit moet voortduren na afloop van de huidige verdeling van de ministeriële bevoegdheden binnen de federale regering, zodat ze moet worden toevertrouwd aan de minister bevoegd voor het vervoer te land.

Artikel 3 van het ontwerp moet in die zin worden herzien <sup>(4)</sup>.

-----

---

<sup>(4)</sup> Zie Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten, 2008, aanbeveling nr. 167 en formule F 4-7-1, [www.raadvst-consetat.be/?page=technique\\_legislative&lang=nl](http://www.raadvst-consetat.be/?page=technique_legislative&lang=nl) (19/11/2008).

De kamer was samengesteld uit

|          |              |                  |
|----------|--------------|------------------|
| de Heren | Ph. HANSE,   | kamervoorzitter, |
|          | P. LIÉNARDY, | staatsraden,     |
|          | J. JAUMOTTE, |                  |
| Mevrouw  | C. GIGOT,    | griffier.        |

Het verslag werd uitgebracht door de H. Y. CHAUFFOUREAUX, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

C. GIGOT

Ph. HANSE